



Le 8 mai 2020

Le très honorable Justin Trudeau
Premier ministre du Canada
Chambre des Communes
Ottawa, Ontario K1A 0A6

Objet : COVID-19 et les droits des femmes

Cher Premier ministre Trudeau,

Merci pour votre leadership durant cette crise COVID-19. Nous apprécions les informations quotidiennes et la direction que votre gouvernement fournit pendant cette période d'incertitude aux côtés des responsables et des experts de la santé publique, dont la D^{re} Theresa Tam. Nous vous remercions également d'avoir agi rapidement pour améliorer les difficultés économiques causées par les mesures de distanciation physique, de continuer à faire les ajustements nécessaires et d'encourager la solidarité sociale en ce moment.

Notre organisation, l'Alliance canadienne féministe pour l'action internationale, est une alliance de plus de soixante organisations de femmes dont l'objectif est d'assurer la mise en œuvre des droits des femmes au Canada conformément aux traités internationaux sur les droits de la personne dont le Canada est signataire.

Le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, et la Commission interaméricaine des femmes ont récemment publié des rapports et des déclarations exhortant les États à veiller à ce que les femmes soient des partenaires égales dans la prise de décisions concernant la réponse des États à la COVID-19 et son redressement. Nous soutenons leur appel en faveur d'un nouveau « pacte social et genré ». Nous voulons travailler avec votre gouvernement pour nous assurer que la reprise est guidée par les droits des femmes et que la planification d'un nouveau modèle économique et social s'appuie sur la profondeur de l'expertise féministe en matière d'économie, de fiscalité, de politique sociale, d'antiracisme, de handicap et de questions autochtones.

Il est maintenant évident qu'en raison des inégalités préexistantes, le Canada connaît une crise sociale qui est inextricablement liée à la crise sanitaire et économique. Malheureusement, le Canada a été réticent à traiter les droits sociaux et économiques comme des droits réels, ce qui est contraire à ses obligations internationales en matière de droits de la personne. De diverses manières, les

gouvernements du Canada ont permis à l'inégalité sociale et économique de prospérer. Nous sommes maintenant confrontés au résultat : le risque de décès et de maladie, et la capacité de s'en protéger se répartissent de manière inégale au sein de la population.

En ce moment, nous sommes profondément inquiets pour les plus marginalisés : les Autochtones appauvris dans des communautés qui n'ont pas d'eau potable, de logement adéquat ou d'installations de soins de santé pour leur permettre de rester en sécurité ; les sans-abri dans les rues, les camps et les refuges surpeuplés qui ne peuvent pas pratiquer la distanciation physique et qui sont sans services sociaux adéquats ; et les nombreuses personnes criminalisées issues de communautés marginalisées qui sont dans les prisons du Canada et qui sont maintenant exposées à un risque élevé de maladie et de mortalité. Nous sommes particulièrement préoccupés par les femmes autochtones dans leurs communautés, dans les rues et dans les prisons du Canada, qui sont très exposées aux maladies et qui sont la cible de la violence masculine.

Alors que nous progressons vers la reprise, nous devons nous attaquer honnêtement et directement aux inégalités sociales et économiques au Canada. Ce faisant, il est essentiel de reconnaître qu'il s'agit d'une crise qui comporte des dimensions sexospécifiques essentielles, et que les répercussions sur les femmes sont diverses et sévères. Les femmes, dont beaucoup sont des travailleuses racialisées ou immigrantes, constituent un nombre disproportionné des travailleurs essentiels de première ligne. Elles sont exposées à des risques au travail, où elles figurent parmi les travailleurs les moins bien payés de notre économie ; beaucoup sont également exposées à la violence masculine dans leur foyer et dans la rue. Les femmes sont également les plus exposées au risque d'être sans emploi, comme le montrent les chiffres récents du chômage.

La planification de la transition entre l'urgence sanitaire et la période « post-COVID-19 » ne peut être considérée comme un exercice de reprise économique. Elle ne peut pas non plus se limiter à combler les plus grands trous dans le filet de sécurité sociale en lambeaux du Canada. Un nouveau modèle économique et social est nécessaire, un modèle qui fonctionne de la base au sommet pour tout le monde et qui place les valeurs des droits de la personne, de la justice sociale et de l'égalité des sexes au centre.

Du point de vue des droits à l'égalité réelle des femmes, il ne suffit pas de concevoir des politiques et de procéder ensuite à une analyse a posteriori de la situation des femmes, même s'il s'agit d'une analyse intersectionnelle. Alors que votre gouvernement met en place les comités chargés de planifier la transition entre l'urgence sanitaire et l'ère post-COVID-19, nous vous invitons à travailler en collaboration et à faire appel à un large éventail de compétences, notamment des économistes féministes, des défenseuses de la politique sociale, des dirigeantes autochtones, des organisations de femmes autochtones et des expertes en droits de la personne. Ceux qui ont une expertise sur les impacts des politiques sur la société, les droits de la personne, la race, le handicap et le genre doivent être impliqués de manière centrale dans la planification et la conception des programmes dès le début.

Nous attendons avec impatience votre réponse dans les plus brefs délais, et nous nous engageons à faire preuve de créativité pour consolider les leçons apprises et forger de nouvelles approches. Veuillez répondre à: Diana Majury à director@fafia-afai.org.

Sincèrement,



Barbara Cameron
Coprésidente de l'AFAI



Lara Koerner Yeo
Coprésidente de l'AFAI

En CC:

L'honorable Chrystia Freeland – Vice-première ministre et ministre des Affaires intergouvernementales

L'honorable Bill Morneau – Ministre des Finances

L'honorable Jean-Yves Duclos – Président du Conseil du Trésor

L'honorable Catherine McKenna – Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités

L'honorable Maryam Monsef – Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et du Développement économique rural

L'honorable Patty Hajdu – Ministre de la Santé

L'honorable Ahmed Hussen – Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social

L'honorable Bill Blair – Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile

L'honorable David Lametti – Ministre de la Justice et procureur général du Canada

L'honorable Marc Miller – Ministre des Services aux Autochtones

L'honorable Andrew Scheer – Chef du Parti conservateur du Canada

M. Jagmeet Singh – Chef du Nouveau Parti démocratique du Canada

M. Yves-François Blanchet – Chef du Bloc Québécois

Mme. Jo-Ann Roberts – Cheffe Intérimaire du Parti Vert du Canada

Tous les député.e.s et les sénateur.trice.s